



## Conseil économique et social

Distr. générale  
30 octobre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous**

### **Déclaration présentée par Asociaia Obteasc Centrul Ecologic-Recuperare, Reciclare, Reintegrare, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

**Déclaration faite par Valeriu Pascalu, représentant permanent d'AO, CENTRUL ECOLOGIC – RECUPERARE, RECICLARE, REINTEGRARE (Eco3RCenter) à la 56<sup>e</sup> session de la Commission du développement social**

**Thème prioritaire : « Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous »**

Nous saisissons l'occasion qui nous est donnée pour rappeler les origines du projet pilote de lutte contre la pauvreté par l'amélioration de l'environnement et les efforts que nous menons à cet égard avec nos partenaires pour un nouveau départ dans le développement durable des communautés.

La République de Moldova demeure l'un des pays les plus pauvres d'Europe qui connaît des difficultés pour assurer son progrès. La situation du marché du travail permet de comprendre plus en détail les principaux obstacles auxquels se heurte le pays en matière d'offre et de demande d'emploi, et l'analyse de la transformation structurelle est principalement axée sur le secteur agricole et la possibilité qu'il devienne un moteur de progrès. La vulnérabilité du pays est essentiellement due à la place importante qui revient à l'agriculture dans le domaine socioéconomique, la moitié des Moldoves vivant en milieu rural et environ un tiers de la population active travaillant dans ce secteur. Les difficultés résultent de la forte dépendance à l'égard des importations d'énergie, de l'archaïsme des services agricoles, de la dégradation des sols, de la pauvreté et du faible niveau de vie. Il est indispensable de trouver enfin une solution à ces problèmes. Pour parvenir à un développement durable, réduire la pauvreté et créer une prospérité partagée les années à venir, des solutions devront être apportées à terme à ces problèmes.

L'existence de mécanismes efficaces de protection, de conception et de gestion des ressources, y compris les ressources humaines, en particulier pour les populations défavorisées, est une condition *sine qua non* de la réduction de la pauvreté et du respect des droits de l'homme en milieu rural. De tels mécanismes s'imposent pour faire une évaluation transparente de la situation actuelle de développement, fixer des objectifs pour l'avenir et mesurer les progrès et le développement. L'intégration des données relatives aux ressources communautaires pourrait permettre d'améliorer radicalement la transparence, la responsabilisation et l'adaptabilité des ressources dans différentes situations complexes et de crise où la frontière entre secours et développement n'est pas aisée à déterminer. Si l'on veut bâtir une communauté prospère, dynamique et sûre pour tous ses habitants et améliorer la qualité de la vie, il importe, d'une part, de mettre en ligne des ressources locales et un outil efficace de promotion et de recensement de solutions novatrices de développement susceptibles de produire des résultats plus concrets, d'autre part, d'élaborer un système de planification des ressources.

L'expérience a montré que la manière la plus efficace de procéder est que les personnes chargées de collecter les données, de gérer les installations et d'assumer des tâches administratives unissent leurs efforts et visent à stocker les données dans les meilleures conditions possibles. En s'appuyant sur notre cadre d'échanges, les sept administrations publiques locales des régions où les habitants vivent dans des conditions difficiles ont fait part de leur intérêt de s'associer à notre initiative de développement durable. Pour dresser la liste des projets qui pourraient être mis en œuvre, nous avons été guidés dans notre réflexion par l'interdépendance entre un environnement sain et le niveau de prospérité économique des bénéficiaires. Nos volontaires devaient rendre visite aux bénéficiaires afin de comprendre leur situation et leurs besoins. Conscients des liens qui existent entre croissance économique, réduction de la pauvreté et développement durable, nous faisons le

choix, dans notre travail, d'inspirer des solutions novatrices, adaptables et pragmatiques pour répondre aux défis les plus urgents, à savoir :

- i) Rendre nos communautés plus sûres, plus résilientes et plus durables;
- ii) Établir des modes de consommation et de production durables;
- iii) Prendre d'urgence des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques et leurs effets;
- iv) Améliorer les modes de consommation pour les générations à venir.

Dans le cadre de nos accords contractuels avec les administrations publiques locales, nous mettons en place des mesures et des incitations pour que les bénéfices des activités les plus rentables soient réinvestis dans des programmes d'infrastructure et de développement social et environnemental qui, en mariant efficacité économique et équité sociale, contribuent à promouvoir le développement durable des communautés. Il s'agit pour l'essentiel d'instaurer un nouveau mode de fonctionnement dans le cadre duquel les décisions concernant la gestion rationnelle des ressources agricoles et énergétiques, la conception de pages Web, la programmation, la souscription et d'autres domaines ne sont pas uniquement prises par les administrations publiques locales mais également par une équipe spécialisée d'analystes techniques. En particulier, les techniques de visualisation contribueront à rapprocher les spécialistes des aspects techniques et des directeurs généraux. Les données seront traitées et gérées dans un flux de travail grâce à une infrastructure de réseau. À terme, il s'agira d'évaluer les ressources dont les communautés peuvent disposer et de promouvoir des approches novatrices grâce à un outil décisionnel reposant sur des données concrètes qui permettra de continuer de développer et d'adapter ces concepts.

L'outil décisionnel reposant sur des données concrètes qu'il est proposé d'élaborer à l'intention des communautés permettra de promouvoir des stratégies de développement rural communautaire et d'inciter les administrations publiques locales à faire connaître les incidences de l'évolution démographique et à y remédier, l'objectif étant l'amélioration de la situation socioéconomique.

Nous avons placé au cœur de notre démarche l'accès des jeunes ruraux à l'éducation, la qualité de celle-ci et l'inclusion sociale, pierre angulaire du Programme 2030, dont la mise en œuvre effective est l'une des principales priorités de l'UE. Nous avons retenu les municipalités de Chetrosu (district de Drochia) dans le nord du pays et de Purcari (district de Stefan Voda) dans le sud comme site de notre projet pilote dont le principal objectif est de faciliter et de renforcer l'orientation, la participation et la cohésion sociales des jeunes vulnérables par l'apprentissage et des solutions concrètes sur le terrain pour créer une impulsion dont d'autres pourront tirer parti. Conçu pour servir d'exemple et être porteur de transformation, le projet vise à fournir des prestations sociales aux personnes marginalisées à faible revenu en dégageant parallèlement des bénéfices financiers dès son lancement. Les principales priorités sont, entre autres, la production propre, les technologies novatrices, les sources d'énergie renouvelables, la consommation durable et les problèmes urgents tels que la pauvreté. Les avantages sociaux, économiques et environnementaux que le projet devrait apporter aux communautés locales se mesurent notamment en termes de formation, de création d'emplois, d'économie d'énergie, de gain de temps, de développement des infrastructures, d'utilisation rationnelle des ressources et la préservation de l'écosystème.

Pour l'heure, nous avons limité notre projet pilote aux jeunes vulnérables en raison de l'importance du taux de chômage et de l'évolution démographique de nos communautés. Si le projet pilote réussit, nous comptons l'étendre aux personnes âgées sans-abri. Enfin, notre projet poursuit deux grands objectifs : il vise, à court

terme, à recouvrer les dépenses liées au développement des infrastructures et, à long terme, à susciter des retombées sociales, économiques et écologiques. Dans un premier temps, nous examinerons, au niveau mondial, les solutions novatrices les plus efficaces et les techniques modernes non polluantes à l'aide de comparaisons logiques et de calculs fondés sur des données concrètes pour déterminer les éléments essentiels de l'infrastructure interconnectée dont le « village de l'avenir » aura besoin pour vivre en toute autonomie. Dans un deuxième temps, pour attester de l'efficacité des projets et en établir les coûts, nous prévoyons de recourir à des modèles de simulation pour gérer, construire et suivre l'évolution de la société au moyen de chemins d'accès informatiques. Nous sommes résolus à jouer pleinement notre rôle dans l'effort collectif intégré que nous menons avec nos partenaires et nous attendons avec intérêt de collaborer avec des partenaires d'autres pays, la société civile et d'autres parties prenantes du monde entier à l'avènement d'une société plus juste et meilleure.

---